



**Objet :** Lettre à l'attention de Madame Valérie Baudson, directrice générale d'Amundi

Madame Baudson,

Nous vous écrivons alors qu'Amundi a publié ses votes à l'AG de TotalEnergies, où il est l'un des principaux actionnaires, ainsi qu'aux AG de 6 autres majors pétrolières et gazières. Nous souhaitons revenir sur plusieurs points et vous appeler à renforcer votre politique d'engagement et d'investissement de manière à garantir son efficacité dans un contexte d'aggravation du dérèglement climatique.

Les informations dont nous disposons confirment d'ores et déjà une tendance inquiétante quant à la crédibilité des engagements climatiques du groupe.

Le 25 mai, Amundi a voté en faveur du *Say On Climate* de TotalEnergies. Celui-ci est pourtant défaillant autant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, le plan présenté par Amundi ne contient pas tous les éléments présentés comme nécessaires à sa bonne appréhension, comme vous le souligniez dans une tribune publiée par une trentaine d'investisseurs. Ceci révèle une incohérence d'autant plus forte que la tribune a été coordonnée par le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) dont Amundi co-préside le groupe "engagement".

Sur le fond, le plan climat de TotalEnergies n'a pas passé le test de l'évaluation effectuée par le groupe d'investisseurs du Climate Action 100+ dont vous êtes également partie prenante. TotalEnergies échoue sur des critères centraux, notamment sur l'alignement de ses CAPEX sur une trajectoire à 1,5°C. Pour rappel, 70% des investissements de TotalEnergies vont aujourd'hui au pétrole et au gaz et TotalEnergies est l'entreprise européenne à prévoir le plus de nouveaux projets de production pétrolière et gazière.

Votre vote, à rebours de la recommandation de vote émise à travers CA100+ par un des investisseurs en charge de mener le dialogue auprès de TotalEnergies, interroge aussi sur les raisons et l'utilité d'être membre de cette coalition. Mais surtout, en approuvant un plan climat défaillant, la crédibilité de la politique d'engagement d'Amundi, pourtant présentée comme le fer de lance de sa politique d'investisseur responsable<sup>1</sup>, est aussi considérablement affaiblie. C'est d'autant plus le cas que TotalEnergies est actuellement sous le feu des projecteurs, notamment en raison de ses plans massifs de développement dans les énergies fossiles, de son implication dans 24 bombes carbones et dans le très controversé projet de pipeline chauffé, EACOP<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> <https://legroupe.amundi.com/article/un-nouveau-plan-societal-pour-lutter-contre-le-rechauffement-climatique-et-les-inegalites-sociales>

<sup>2</sup> <https://reclaimfinance.org/site/2022/05/19/totalenergies-en-voie-dassurer-son-projet-eacop/>



Au-delà du cas de TotalEnergies et en l'absence de publication de bulletins précisant les motivations derrière chaque vote, on note les incohérences apparentes entre le traitement fait des différents *Say on Climate* présentés par 7 majors pétrolières et gazières en 2022. Amundi a ainsi approuvé les plans climat de Repsol, TotalEnergies et de BP mais a rejeté ceux de Woodside Petroleum, Shell et d'Equinor<sup>3</sup>.

Ce bilan de la saison des AG en clair-obscur montre le besoin impérieux pour Amundi de revoir ses politiques. Amundi doit pour devenir un acteur crédible se doter d'une politique d'engagement systématisée à l'ensemble d'un secteur. Un renforcement de sa politique de vote est nécessaire, afin de rendre systématiques certaines décisions de votes et afin d'y intégrer ses demandes, notamment pour le secteur des énergies fossiles, ainsi que des exigences minimales pour approuver les *Say On Climate* des entreprises, pour l'heure absentes. A l'échelle d'un secteur, le vote doit être influencé par le respect de demandes claires, publiques, portant sur des mesures permettant la baisse immédiate des émissions - et non sur des critères facilitants tels que la gouvernance, le lobbying ou l'intégration de 'KPI' climat dans la rémunération des directions. Amundi souhaite "accompagner les entreprises en leur allouant les capitaux nécessaires" pour leur transition énergétique<sup>4</sup>.

Cela implique de ne plus fermer les yeux sur les CAPEX qui vont à l'encontre de l'objectif Net-Zéro. Au contraire, Amundi doit reconnaître l'impératif scientifique, inscrit dans le scénario Net Zéro de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)<sup>5</sup>, de ne plus développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers et en faire la colonne vertébrale de ses politiques

---

<sup>3</sup> Amundi a voté pour les *Say On Climate* de BP, TotalEnergies et Repsol mais contre celui de Shell, alors que Shell disposera de [davantage d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030 que ses trois concurrents](#). Amundi a voté pour les *Say On Climate* de BP, TotalEnergies et Repsol mais contre celui d'Equinor, alors qu'Equinor [dépassera son budget carbone \(les émissions permises pour être aligné avec un scénario à 1,5°C\) plus tard que ses trois concurrents](#). Amundi ne semble pas toujours prendre en compte les préconisations de ses pairs au sein du Climate Action 100+, qui avait mis des points d'attention sur les votes des *Say On Climate* d'Equinor, qu'Amundi n'a pas soutenu, et de TotalEnergies, qu'il a soutenu. Amundi a voté pour les *Say On Climate* de BP et TotalEnergies qui ont pourtant des plans d'expansion pétro-gazière à court terme plus importants qu'Equinor (d'après la [Global Oil and Gas Exit List](#)).

<sup>4</sup> <https://fr.media.amundi.com/actualites/amundi-detaille-son-approche-2022-sur-les-say-on-climate-22ec-22f29.html>

<sup>5</sup> Amundi considère aujourd'hui que certains projets de pétrole et de gaz sont compatibles avec le scénario NZE de l'AIE, sur des critères de coût et d'intensité carbone. Cette logique est dangereuse pour 2 raisons principales. Historiquement, aucun effet d'éviction n'a été observé entre les projets d'extraction de pétrole et gaz à moindre intensité carbone et les projets les plus carbonés. Les réserves et capacités de production s'additionnent et les entreprises qui développent de nouveaux projets n'assurent pas en parallèle la fermeture de réserve et capacités équivalentes. L'AIE a été particulièrement claire - y compris dans le contexte actuel - sur le fait que les investissements du secteur pétro-gaziers devaient être dirigés vers les infrastructures existantes et non vers de nouveaux grands projets d'extraction ou d'exploration. Deuxièmement, le lancement d'un nouveau projet signifie une entrée en production tardive et une durée d'amortissement importante. Ainsi, le respect des objectifs climatiques induit une fermeture anticipée de ces projets, avant leur amortissement. Refuser cette fermeture revient à faire une croix sur les objectifs climatiques. L'accepter signifie une perte financière importante, dans une logique d'actifs échoués. Tout acteur financier qui prétend s'aligner avec l'objectif 1,5°C ne peut donc que s'opposer à de nouveaux projets de production.



mais aussi s'engager à désinvestir à terme des entreprises qui ne renonceraient pas à ces projets.

En plus de vos cibles de décarbonation qui seront publiées prochainement, votre politique pétrole et gaz devra être robuste et mettre au cœur de votre stratégie d'engagement la question de l'arrêt de l'expansion pétro-gazière. Amundi s'est engagé à respecter les critères de la campagne 'Race to Zero' de l'ONU, qui exigent notamment explicitement des signataires "la restriction du développement, du financement et de la facilitation de nouveaux actifs fossiles"<sup>6</sup>.

Enfin, nous regrettons les mauvaises conditions de notre dialogue et l'absence de transparence suite à votre Assemblée Générale. Nous y étions présents afin de vous interroger sur votre exposition au secteur du charbon, notamment via vos fonds en gestion passive, et sur l'absence de mesures concrètes afin de restreindre vos investissements dans l'expansion pétro-gazière. Malheureusement, les réponses à nos questions n'ont toujours pas été publiées par Amundi, qui fait preuve de beaucoup moins de transparence que les autres entreprises du SBF 120<sup>7</sup>.

Dans l'attente de votre retour, nous restons à la disposition de vos équipes.  
Bien à vous,

Lucie Pinson

Directrice de l'ONG Reclaim Finance

---

<sup>6</sup> <https://reclaimfinance.org/site/en/2022/06/17/strengthened-race-to-zero-criteria-require-gfanz-to-support-fossil-fuels-phase-out/>

<sup>7</sup> Amundi fait partie des rares sociétés du SBF 120 à n'avoir ni retransmis publiquement en ligne ni enregistré les débats entre le conseil d'administration et les actionnaires. Un mois après l'AG, Amundi n'a toujours pas répondu aux questions écrites posées par ses actionnaires, comme l'y oblige pourtant la loi.